

C.C.T.P.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

**COLLECTE, TRANSPORT ET TRAITEMENT DES PIECES ANATOMIQUES
D'ORIGINE HUMAINE(PAOH) DU CHU DE MARTINIQUE**

PERSONNE PUBLIQUE :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MARTINIQUE
Direction des Services Economiques
Route de Chateauboeuf
LA MEYNARD
B.P. 632
97261 FORT DE FRANCE CEDEX

I. DISPOSITIONS GENERALES

Collecte, transport et traitement des Pièces Anatomiques D'Origine Humaine(PAOH) du CHU de MARTINIQUE

I.1 OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché n'est pas alloti.

Son objectif est de :

- Permettre d'éliminer sans danger et dans les règles de l'art les Pièces Anatomiques d'Origine Humaine (PAOH) générées par les activités de soins et de recherches, conformément aux dispositions du Code de l'Environnement, de la Santé Publique, de l'ADR, et de l'Arrêté du 29 mai 2009 relatif aux Transport de Matières Dangereuses par voies terrestres, du Centre Hospitalier de MARTINIQUE,
- Optimiser les conditions de collecte et de traitement de ces déchets pour en assurer une gestion pérenne.

I.2 CADRE GEOGRAPHIQUE

- Centre Hospitalier Universitaire Pierre ZOBDA-QUITMAN – LA MEYNARD - BP 632 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Service Morgue
- Centre Hospitalier Louis DOMERGUE – P2PM+HX8, Rue Jean Eugène FATIER – 97220 LA TRINITE
Service Morgue

I.3 DESCRIPTION DES DECHETS CONCERNES

I.3.1 Types de déchets

Ces déchets concernant notamment les DASRI sont définis par le code de la santé publique (Article R.1335-1) :

«Les déchets d'activités de soins sont les déchets issus des activités de diagnostic, de suivi et de traitement préventif, curatif ou palliatif, dans les domaines de la médecine humaine et vétérinaire.

Parmi ces déchets, sont soumis aux dispositions de la présente section ceux qui :

1° Soit présentent un risque infectieux, du fait qu'ils contiennent des micro-organismes viables ou leurs toxines, dont on sait ou dont on a de bonnes raisons de croire qu'en raison de leur nature, de leur quantité ou de leur métabolisme, ils causent la maladie chez l'homme ou chez d'autres organismes vivants ;

2° Soit, même en l'absence de risque infectieux, relèvent de l'une des catégories suivantes :

a) Matériels et matériaux piquants ou coupants destinés à l'abandon, qu'ils aient été ou non en contact avec un produit biologique ;

b) Produits sanguins à usage thérapeutique incomplètement utilisés ou arrivés à péremption ;

c) Déchets anatomiques humains, correspondant à des fragments humains non aisément identifiables.

Les PAOH sont à différencier des déchets anatomiques non reconnaissables par un non spécialiste.

Conformément à l'Arrêté du 07 septembre 1999 « contrôle » - Article 12, les délais d'élimination des PAOH sont les suivants :

- 8 jours si réfrigération,
- « Rapidement » si congélation

En outre, le site d'entreposage des PAOH est conforme aux éléments mentionnés aux articles 12-13.

I.3.2 Exclusions

Les déchets suivants sont exclus de la prestation :

- Les explosifs,
- les déchets assimilables aux Ordures Ménagères (OM),
- les Déchets Industriels Banals (DIB),
- les cadavres d'animaux,
- les déchets radioactifs,
- les déchets chimiques de laboratoire,
- les déchets d'équipements électriques et électroniques en fin de vie (D3E),
- les huiles usagées (huiles minérales et végétales),
- les supports de chromatographie, les pipettes, les pointes, cônes à centrifuger et tubes à hémolyse plastiques contaminés, etc,
- les résidus d'amiante,
- les produits réactifs à l'eau, ou à l'air s'ils ne sont pas conditionnés correctement ou s'ils présentent un risque pour le personnel de collecte.

II. CADRE LEGISLATIF, REGLEMENTAIRE ET CIRCULAIRES

L'ensemble des prestations effectuées au titre du présent marché, ainsi que les installations, procédés, équipements et modalités de traitement, doivent répondre aux dispositions législatives et réglementaires spécifiques à l'élimination des déchets provenant des établissements de santé, et notamment aux textes suivants :

L'arrêté interministériel modifié du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques :

- fixe des délais d'entreposage,
- précise les caractéristiques des locaux d'entreposage,
- interdit le compactage des déchets à risques infectieux.

L'arrêté interministériel modifié du 7 septembre 1999 relatif au contrôle des filières d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques :

- impose l'établissement d'une convention entre la PRED et le prestataire de services,
- prescrit l'utilisation des bordereaux de suivi CERFA.

L'arrêté interministériel modifié du 24 novembre 2003 relatif aux emballages des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques d'origine humaine :

- fixe les caractéristiques des emballages et les déchets admissibles,
- rappelle que les emballages doivent être manutentionnés par du personnel formé.

Les articles R.541-49 à R.541-61 du code de l'environnement, relatifs au transport par route, au négoce et au courtage des déchets.

L'arrêté interministériel modifié du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD ») par l'arrêté du 12 décembre 2012.

La circulaire DHOS n° 325 du 3 juillet 2003 relative à la désignation de conseiller à la sécurité pour le transport de marchandises dangereuses dans les établissements de santé rappelle aux établissements de santé :

- L'obligation de désigner un conseiller à la sécurité pour le transport de matières dangereuses,
- Les qualifications exigées et les missions du conseiller à la sécurité.

III. DESCRIPTION DE LA PRESTATION

Collecte, transport et traitement par crémation des PAOH

a) Collecte et transport des PAOH

Situation des lieux de collecte

Les Pièces Anatomiques seront collectées sur les deux sites suivants du CHU de MARTINIQUE :

- Centre Hospitalier Universitaire Pierre ZOBDA-QUITMAN – LA MEYNARD - BP 632 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Service Morgue
- Centre Hospitalier Louis DOMERGUE – P2PM+HX8, Rue Jean Eugène FATIER – 97220 LA TRINITE
Service Morgue

Fréquence

Toutes les opérations d'enlèvement devront être effectuées **une fois par mois et selon nécessité du service** : le 1^{er} mercredi de chaque mois entre 7h00 et 16h00 sur les lieux de collecte mentionnés précédemment.

Transport

Le transport devra être assuré par un véhicule adapté, ces DASRI devront être transportés dans un compartiment autre que celui comportant les emballages neufs.

Le véhicule sera exclusivement utilisé pour le transport de Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux.

Le véhicule doit être nettoyé et désinfecté après chaque déchargement, et chaque fois que nécessaire.

Le candidat fournira au CHU de MARTINIQUE une copie de la déclaration au Préfet conformément au décret n°98-679 du 30 juillet 98 relatif aux transports sur route, au négoce et au courtage des déchets et ou tous autres agréments autorisant cette activité.

Le candidat s'engage à respecter la législation en vigueur concernant l'exercice de sa profession en matière de code de la route, de sécurité de travail et à souscrire une assurance garantissant la responsabilité civile au titre de son engagement vis-à-vis du CHU de MARTINIQUE.

En outre, le conducteur du titulaire, doit détenir un **Certificat de Formation initiale Base** de conducteur pour le Transport de Marchandises Dangereuses conformément au chapitre 8.2 de l'ADR ou à minima un certificat de formation 1.3ADR.

Le conducteur du titulaire doit aussi pouvoir vérifier l'étiquetage et l'emballage des déchets selon la réglementation ADR/Code IMDG. Il refusera toute prise en charge de déchets dont l'étiquetage et l'emballage ne sont pas conformes aux prescriptions de l'ADR.

Le CHUM se réserve le droit de contrôler par tout moyen les conditions de transport des PAOH remis au transport.

Le constat d'un transport non conforme à la réglementation, est considéré comme une clause de résiliation immédiate du marché.

- Le candidat indiquera dans sa proposition le procédé qu'il appliquera et donnera toute information sur les infrastructures, autorisations, qualifications des conducteurs, dont il dispose : véhicules de transport, etc.

Le Titulaire doit pouvoir fournir les documents réglementaires suivants :

- Arrêté Préfectoral d'autorisation d'exploitation d'une unité de transit de Déchets Industriels Spéciaux,
- RECEPISSE DE DECLARATION pour l'exercice de l'activité de négoce ou de courtage de déchets dangereux,
- RECEPISSE DE DECLARATION pour l'exercice de l'activité de transport par route de déchets dangereux,
- Copie de la télédéclaration en préfecture du **Conseiller à la Sécurité** du titulaire pour le Transport de Marchandises Dangereuses par route + N° de Certificat, ainsi que celle des transporteurs de conteneur routier de MARTINIQUE et FRANCE HEXAGONALE.
- Un **Protocole de Sécurité** sera réalisé et signé entre le CHU de MARTINIQUE et le titulaire avant chaque opération d'enlèvement (arrêté du 26 avril 1996),
- Le chauffeur du titulaire, ainsi que celui des entreprises de transport auxquels sont confiés les prestations de transport routier du conteneur en MARTINIQUE et en FRANCE HEXAGONALE doivent détenir un **Certificat de Formation de Base** de conducteur pour le Transport de Marchandises Dangereuses (chap. 8.2 de l'ADR).
- Le personnel du titulaire ainsi que tout agent qui est amené à entrer dans le centre de regroupement doit avoir suivi au préalable une formation/information/sensibilisation aux Risques Chimiques (formation du 1.3 de l'A.D.R.) : formation des intervenants autre que les conducteurs hors exemptions.

Autres obligations :

- Respecter les dates de demande d'enlèvement
- Avertir le service Hygiène, Sécurité et Environnement (personne compétente) pour tous problèmes rencontrés.

- Vérification périodique et entretien des équipements de travail selon la réglementation en vigueur.
- Remplissage et mise à jour du registre déchets après chaque intervention conformément à la réglementation en vigueur (**Arrêté du 7 septembre 1999 – Art. 10-2 et Arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement**).

b) Traitement par crémation des PAOH

En outre, le candidat retenu devra pouvoir traiter ou faire traiter les PAOH conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et notamment :

- A l'article R 44-6 du décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés, et des pièces anatomiques et modifiant le code de la Santé Publique.
- A l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques.

Le candidat indiquera dans sa proposition le procédé qu'il appliquera et donnera toute information sur les équipements dont il dispose (quantitatif, homologation).

Il précisera la solution qu'il propose en cas de non-fonctionnement de son procédé (révision, panne, grève, ...).

Il devra conformément à l'Arrêté du 7 septembre 1999 relatif au contrôle des filières d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et des pièces anatomiques d'origine humaine rédiger une convention avec le CHU de MARTINIQUE pour l'exécution des tâches désignées dans ce CCTP.

IV. OBLIGATIONS DES TITULAIRES

- Remplir le registre pièces anatomiques situé sur le lieu de collecte
- Remplir le bordereau de suivi « élimination des pièces anatomiques d'origines humaines » (modèle CERFA n°11350*03) et d'assurer son suivi auprès du crématorium
- Respecter les heures de passage indiquées sur le présent CCTP
- Avertir 24h à l'avance le crématorium avant toutes livraisons
- Respecter les heures de livraison du crématorium du lundi au vendredi de 8h à 12h et 14 à 17h
- En cas de problèmes ou de manquements le candidat s'engage à avertir le service hygiène du CHU dans les délais les plus brefs.
- Etablissement d'une convention relative au traitement des pièces anatomiques conformément à l'arrêté du 7 septembre 1999 entre le crématorium et le CHU

V. OBLIGATIONS DU CHU de MARTINIQUE

- Tri des déchets : seuls les Pièces Anatomiques d'Origines Humaines sont concernées,
- Organisation du stockage et de la zone de collecte :

Conformément à l'Arrêté du 07 septembre 1999 « contrôle » - Article 12, les délais d'élimination des PAOH sont les suivants :

- 8 jours si réfrigération,
- « Rapidement » si congélation »

En outre, le site d'entreposage des PAOH est conforme aux éléments mentionnés aux articles 12-13.

- Rédaction des Protocoles de Sécurité pour les opérations de collecte.
- Application stricte des mesures de préventions indiquées dans le Protocole de Sécurité.

VI. OBLIGATIONS DES CONTRACTANTS

- Un protocole de sécurité adapté aux opérations de chargement et de déchargement sera rédigé et surtout signé par les deux parties : le CHU de MARTINIQUE et le titulaire du marché.
- Application stricte des mesures de préventions indiquées dans le Protocole de Sécurité.
- Dans tous les cas avant enlèvement être inscrits sur la plateforme dématérialisée « TRACKDECHETS » pour la traçabilité administrative des déchets dangereux (conservation de la traçabilité).

VII. CONTROLE DE GESTION

➤ Bilan des prestations

Après chaque collecte, le titulaire fournit un état chiffré et détaillé à chaque site comportant :

- les quantités totales transférées et éliminées pour chaque catégorie de déchets,
- le nombre et les montants facturés de déplacement (enlèvement et transport) réalisés pour chaque site
- le nombre d'heures facturées
- un bilan des événements indésirables survenus par sur le site lors des prestations
- Les factures correspondant aux prestations effectuées sont jointes à cet état.

➤ Evaluation

Dans le cadre du contrôle et du suivi des prestations, une vérification de la qualité et du bon déroulement des prestations est effectuée par le personnel désigné de chaque site producteur. La fréquence de cette vérification est à sa discrétion.

Il est contrôlé la bonne exécution des prestations et leur conformité au présent C.C.T.P et au protocole de sécurité.

En cas d'incident constaté par rapport au présent C.C.T.P et/ou au protocole de sécurité, le titulaire du marché est informé par écrit par la personne responsable du site ou par la personne responsable du marché.

➤ Réunions

A la demande du site, une réunion trimestrielle entre le titulaire et le site producteur permet de traiter, entre autre, des éventuels problèmes de fonctionnement et d'organisation.

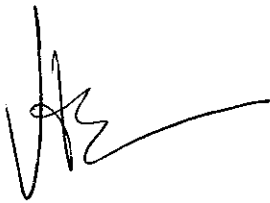
FORT-DE-FRANCE, le 31 juillet 2025

Mme Valérie HODEBAR-MOUTAMALLE

Technicien Supérieur Hospitalier

Responsable déchets dangereux du CHU-M,

Conseillère Sécurité en Transport de Matières Dangereuses et Environnement



M. Thierry GRILLON

Ingénieur en Chef Hospitalier

Responsable du service HSE

